

Print

Comment la Croix-Rouge a récolté un demi-milliard de dollars pour Haïti — et construit six maisons

De Marie Arago
Global Research, juin 15, 2015

Url de l'article:
<http://www.mondialisation.ca/comment-la-croix-rouge-a-recolte-un-demi-milliard-de-dollars-pour-haiti-et-construit-six-maisons/2455266>



LE QUARTIER DE CAMPÊCHE s'étend sur un flanc de colline escarpé dans la capitale de Port-au-Prince. Des chèvres fouillent dans les ordures qui n'ont pas été ramassées depuis des lustres. Des enfants frappent dans un ballon de volley à moitié dégonflé, au milieu d'un terrain poussiéreux bordé par un mur où s'affiche le logo peint à la main de la Croix-Rouge américaine.

Fin 2011, la Croix-Rouge a lancé une campagne de plusieurs millions de dollars destinée à réhabiliter cette zone désespérément pauvre, durement frappée par le tremblement de terre qui avait secoué Haïti l'année précédente. Ce programme – intitulé LAMIKA, acronyme de Lavi Nan Miyò Katye Pam ou « Une meilleure vie dans mon quartier » en créole – avait pour but principal la construction de plusieurs centaines de maisons permanentes.

À ce jour, aucune n'est encore sortie de terre. De nombreux résidents vivent dans des cabanes de tôle rouillée, sans accès à l'eau potable, à l'électricité ou à des installations sanitaires de base. Lorsqu'il pleut, leurs abris sont inondés et ils se retrouvent contraints d'écooper l'eau et la boue.

Après le séisme, la Croix-Rouge a reçu une avalanche de dons dont le total s'élevait à près d'un demi-milliard de dollars.

LES DOCUMENTS: À L'INTÉRIEUR D'ÉCHECS DE LA CROIX-ROUGE EN HAÏTI



[Un document confidentiel avertit « d'échecs »](#)

[Un rapport sur le projet principal a trouvé rien de « contributions au bien-être des foyers »](#)

[La PDG de la Croix-Rouge envoie un email sur « une idée géniale de l'hélicoptère » pour dépenser de l'argent](#)

Elle s'est réjouie publiquement des résultats obtenus. Pourtant, le groupe a enchaîné les échecs sur le terrain en Haïti. Des mémos confidentiels, des e-mails de responsables inquiets et les témoignages frustrés et déçus de dizaines de personnes en interne révèlent une succession de promesses non tenues, de gaspillages financiers et de prétendues réussites.

La Croix-Rouge prétend avoir fourni des maisons à plus de 130 000 personnes. En réalité, le nombre de logements permanents effectivement construits est de... six.

Après le tremblement de terre, la PDG de la Croix-Rouge américaine, Gail McGovern, a dévoilé un plan ambitieux destiné à « développer de toutes nouvelles communautés ». Aucune n'a jamais vu le jour.

Les organisations humanitaires du monde entier ont rencontré des difficultés pour aider Haïti, le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidentale, à se remettre du séisme. Mais l'enquête de ProPublica et de la [NPR \(National Public Radio\)](#) révèle que la Croix-Rouge est directement responsable de la majorité de ses échecs. Ces derniers s'inscrivent par ailleurs dans un schéma récurrent de travail bâclé après des catastrophes naturelles comme [l'ouragan Sandy](#). Pourtant, malgré ces difficultés, la Croix-Rouge demeure [l'ONG préférée](#) des citoyens et des entreprises américains dans ce type de circonstances.

De l'avis des intervenant concernés, dans le cas d'Haïti, le problème est en partie lié au choix de la Croix-Rouge de faire appel à des étrangers ne parlant ni français ni créole.

Dans un mémo accablant datant de 2011, Judith St Fort, responsable du programme Haïti à l'époque, déclare que le groupe [enchaîne](#) les échecs et que certains cadres supérieurs ont fait « [des remarques très dérangeantes](#) » au sujet des employés locaux. Américaine d'origine haïtienne, St Fort cite ainsi des commentaires comme « il est le seul d'entre eux à vraiment travailler » ou « ceux que nous avons engagés ne sont pas très costauds ; nous ne devrions donc pas nous attarder sur les CV haïtiens ».

La Croix-Rouge refuse de communiquer sur la façon dont les centaines de millions de dollars de dons ont été dépensés en Haïti. Mais notre enquête révèle que les montants ayant réellement bénéficié aux victimes sont bien inférieurs à ce que le groupe déclare.

Faute d'avoir l'expertise nécessaire pour mener ses projets à bien, la Croix-Rouge a fini par reverser une grande partie de l'argent récolté à des sous-traitants. Ces derniers ont prélevé un pourcentage pour leurs frais de fonctionnement et de gestion. Et même dans ces cas-là, les dépenses de la Croix-Rouge restaient élevées – allant jusqu'à représenter un tiers du budget de l'un de ces projets.

Où est passé le demi-milliard de dollars de dons récoltés en faveur d'Haïti ? La Croix-Rouge refuse de le dire.

La Croix-Rouge souligne toutefois dans ses déclarations que toutes les ONG présentes en Haïti ont été confrontées à des difficultés, notamment en raison d'un système de [propriété foncière](#) dysfonctionnel.

« Comme beaucoup d'organisations humanitaires ayant apporté leur soutien en Haïti, la Croix-Rouge américaine a rencontré certaines complications liées entre autres à des retards de coordination gouvernementale, à des conflits d'intérêts fonciers, à la lenteur des douanes haïtiennes, à la forte demande en personnels qualifiés et à l'explosion de l'épidémie de choléra », explique le groupe.

Il affirme par ailleurs avoir répondu rapidement aux inquiétudes exprimées en interne, notamment en recrutant un expert afin de former les intervenants aux spécificités culturelles du pays suite au mémo de St Fort. Sans fournir de répartition détaillée, la Croix-Rouge déclare avoir mis en place plus d'une centaine de projets. Cela inclut notamment la réparation de 4 000 maisons, la construction d'abris temporaires pour plusieurs milliers de familles, la distribution de l'équivalent de 44 millions de dollars en nourriture et l'aide au financement d'un [hôpital](#).

« Des millions d'Haïtiens sont plus en sécurité, en meilleure santé, plus résistants et mieux préparés à d'éventuelles futures catastrophes grâce aux dons généreux reçus par la Croix-Rouge américaine », insiste McGovern dans un récent rapport publié à l'occasion du cinquième anniversaire du tremblement de terre.

Dans sa documentation promotionnelle, la Croix-Rouge prétend avoir aidé « plus de 4,5 millions » de citoyens haïtiens à « se remettre sur pied ».

Elle ne fournit toutefois aucune preuve de ce qu'elle avance. Et Jean-Max Belleville, premier ministre d'Haïti au moment du séisme, doute de la véracité de ce chiffre dans la mesure où la population totale du pays ne s'élève qu'à une dizaine de millions de personnes.

« Non, non, soutient-il au sujet de cette affirmation, ce n'est pas possible. »

Lorsque le tremblement de terre a frappé Haïti en janvier 2010, la Croix-Rouge traversait une période de crise. McGovern avait été nommée à son poste à peine dix-huit mois plus tôt, héritant d'un déficit et d'une organisation entachée par plusieurs scandales suite aux événements du 11 septembre et à l'ouragan Katrina.



Gail McGovern (Alex Wong/Getty Images)

Au sein de la Croix-Rouge, le désastre haïtien apparaissait donc comme « une formidable opportunité de lever des fonds », rapporte un ancien responsable ayant supervisé le projet. Michelle Obama, la National Football League et une longue liste de célébrités ont appelé les Américains à lui envoyer leurs dons.

La Croix-Rouge a continué à collecter de l'argent bien au-delà de ce qui lui était nécessaire pour assurer sa mission principale de secours d'urgence. L'association Médecins sans Frontières, en comparaison, a mis fin aux appels aux dons dès qu'elle a estimé avoir obtenu une somme suffisante. Les donations reçues par la Croix-Rouge lui ont ainsi permis de combler plus de 100 millions de dollars de déficit.

À l'arrivée, la Croix-Rouge a levé [bien plus de fonds](#) que n'importe quelle autre organisation humanitaire.

Un an après le séisme, McGovern annonçait que ces dons serviraient à mettre en place des projets d'impact durable en Haïti.

Nous avons demandé à la Croix-Rouge de nous montrer ses réalisations dans le pays. Elle a refusé. En début d'année, nous nous sommes donc rendus à Campêche afin de voir par nous-mêmes où en était l'un des projets phare du groupe.

Les vendeurs de rue de ce quartier poussiéreux nous ont immédiatement conseillé d'aller voir Jean Jean Flaubert, en charge d'une structure communautaire mise en place par la Croix-Rouge à des fins d'expérimentation locale.

Lorsqu'ils nous ont reçus dans la petite pièce leur servant de bureau, Flaubert et ses collègues n'ont pas tardé à exprimer leur mécontentement. Ils ont attiré notre attention sur l'absence de progrès et les salaires généreux versés au personnel expatrié.

« La Croix-Rouge nous a dit qu'elle avait l'intention de transformer Campêche. De tout changer, nous a expliqué Flaubert. Aujourd'hui, je me demande de quels changements elle parlait. Je crois que la Croix-Rouge sert surtout ses propres intérêts. »

Le [plan](#) initial de la Croix-Rouge était censé mettre l'accent sur la construction de maisons – environ 700, selon un [document](#) interne. Chacune serait équipée de sols en dur, de toilettes, de douches et même de dispositifs de récupération d'eau de pluie. Les travaux devaient être [terminés](#) pour le mois de janvier 2013.



La Croix-Rouge a promis de construire des centaines de maisons à Campêche, mais rien ne s'est passé. De nombreux habitants vivent encore dans des cabanes rudimentaires. (Marie Arago, special to ProPublica)

Rien de tout cela ne s'est passé. Carline Noailles, alors responsable du projet à Washington, estime que la Croix-Rouge n'a cessé de remettre les choses à plus tard, parce qu'elle « n'avait pas le savoir-faire » nécessaire.

Selon un autre ancien intervenant du projet Campêche, « Tout prend quatre fois plus de temps parce que les choses sont gérées à distance depuis Washington DC, et que personne ne possède l'expérience nécessaire sur le long terme ».

Lorsque nous avons montré à Flaubert un communiqué de presse en anglais extrait du site Internet de la Croix-Rouge, il a été abasourdi d'apprendre que le budget du projet était estimé à [24 millions de dollars](#) – et qu'il était censé prendre fin l'année prochaine.

« Non seulement [la Croix-Rouge] ne fait rien, s'est-il offusqué, mais en plus, voilà que je découvre qu'elle compte s'en aller dans un an. Je ne comprends plus. » (La Croix-Rouge affirme quant à elle avoir communiqué ces dates aux responsables locaux. Elle nous accuse également de « créer un climat négatif au sein de la communauté, ce qui pourrait entraîner des problèmes de sécurité ».)

Depuis, les prétentions du projet ont été revues à la baisse. Une route est en cours de construction. Certaines des maisons déjà existantes ont bénéficié de travaux de protection parasismique, et quelques écoles ont été rénovées. Des lampadaires à énergie solaire ont aussi été installés, bien que bon nombre soient déjà cassés et que les habitants se plaignent de leur mauvais fonctionnement.

Le dernier [communiqué de presse](#) du groupe évoque par ailleurs des mesures comme la formation des écoliers aux secours d'urgence.

La Croix Rouge déclare avoir dû renoncer à ses projets de construction faute d'avoir pu obtenir les titres de propriété nécessaires. Aucune maison ne verra donc le jour.

D'autres projets d'infrastructures de la Croix Rouge ont connu le même sort.

Les tentatives de la Croix-Rouge pour sauver les Haïtiens du choléra ont été entravées par des problématiques internes. « Aucune de ces personnes n'aurait dû mourir », déplore un coordinateur local.

[Facebook](#) [Twitter](#)

En janvier 2011, McGovern annonçait un partenariat de 30 millions de dollars avec l'USAID, (l'Agence des États-Unis pour le Développement International). Cet organisme serait en charge de bâtir des routes et d'autres infrastructures dans au moins deux secteurs concernés par les constructions de logements de la Croix-Rouge.

Mais il a fallu attendre plus de deux ans et demi, soit août 2013, pour que la Croix-Rouge aboutisse à la signature d'un accord avec l'USAID – et ce pour un seul des deux sites. Pour finir, le programme a été abandonné, encore une fois pour des raisons de conflits fonciers.

Un rapport du Government Accountability Office (l'organisme chargé du contrôle des comptes publics du budget fédéral) a attribué ces importants retards à des problèmes dans « l'obtention de titres de propriétés et au [renouvellement des postes de direction](#) » au sein du programme Haïti de la Croix-Rouge.

D'autres organisations ont en effet rencontré le même type de difficultés, notamment sur le plan foncier. Mais elles ont tout de même réussi à bâtir 9 000 logements contre les six de la Croix-Rouge.

Interrogé au sujet des programmes de construction en Haïti, David Meltzer, chef de la direction internationale et conseiller général du groupe, répond que l'évolution de la situation les a forcés à revoir leurs plans. « Si nous avions dit : « Tout ce que nous comptons faire, c'est construire de nouvelles maisons », nous serions encore en train de chercher des terrains », déclare-t-il.

Après l'abandon du projet d'accord avec l'USAID, la Croix-Rouge a dû réfléchir en urgence à des moyens d'investir les sommes qui devaient y être affectées.

« Des idées sur la façon dont nous pourrions dépenser le reste ?? ([En dehors de l'idée géniale de Hélicoptère](#)) ? », écrit McGovern à Meltzer dans un email daté de novembre 2013 auquel ProPublica et la NPR ont eu accès. « Pouvons-nous financer l'hôpital de Conrad ? Ou donner davantage à PIH [Partners in Health] ? D'autres projets de relogement en vue ? »



Jean Jean Flaubert rapporte que la Croix-Rouge a promis de transformer son quartier. « Aujourd'hui, je me demande de quels changements elle parlait », s'étonne-t-il. (Marie Arago, special to ProPublica)

Difficile de savoir à quel hélicoptère elle fait référence ou si cette piste a été creusée. Le groupe s'est contenté de nous répondre que ces remarques étaient « en lien avec la stratégie et les priorités de la Croix-Rouge américaine, qui se concentrent sur les questions d'hygiène et d'hébergement ».

Un autre projet phare intitulé Gran Ni Pi Djan, « Un grand Nord plus résistant », était supposé permettre la réhabilitation des routes dans les communautés pauvres et rurales, tout en leur fournissant de l'eau potable et des sanitaires.

Mais deux ans après sa mise en œuvre, les 13 millions de dollars investis n'ont donné aucun résultat. Un audit interne réalisé en mars dernier révèle que les habitants sont contrariés car rien n'a été fait pour leur faciliter l'accès à l'eau et aux infrastructures, ou pour « [contribuer d'une manière ou d'une autre](#) au bien-être des familles ».

Dans l'un des secteurs concernés, le mécontentement a atteint de telles proportions que la population « [rejette le projet](#) ».

La Croix-Rouge affirme que 91% des dons ont servi à aider les Haïtiens. C'est faux.

Au lieu de proposer des améliorations concrètes des conditions de vie, la Croix-Rouge a préféré mettre en place des campagnes de sensibilisation à l'importance du lavage des mains. L'audit interne souligne que ces dernières se sont révélées « inefficaces lorsque les gens ne disposaient ni d'eau ni de savon ». (La Croix-Rouge s'est refusée à tout commentaire sur le sujet.)

Et les échecs du groupe sont loin de se limiter aux questions d'infrastructure.

Lorsqu'une épidémie de choléra a fait rage en Haïti neuf mois après le tremblement de terre, la majeure partie des efforts de la Croix-Rouge – [un plan](#) de distribution de savon et de solutions de réhydratation par voie orale – ont été entravés par « [problématiques internes non résolues](#) », déplore la directrice du programme Haïti dans un mémo daté de mai 2011.

Tout au long de cette année, le choléra a continué de décimer la population. En septembre 2011, alors qu'on avait franchi la barre des 6 000 victimes, le projet était toujours classé comme « très en retard sur le planning » selon un autre document interne.

La Croix-Rouge affirme dans un communiqué que les mesures mises en place pour lutter contre l'épidémie, dont une [campagne de vaccination](#), ont été maintenues pendant plusieurs années et ont permis d'aider des millions d'Haïtiens.

Bien que d'autres organismes aient rencontré le même type de difficulté face à cette épidémie, certains sont parvenus à [obtenir de bons résultats](#).

« Aucune de ces personnes n'aurait dû mourir. C'est ce qui me dérange le plus », déclare Paul Christian Namphy, un coordinateur haïtien de la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement qui a supervisé les efforts de lutte contre la maladie. De son point de vue, les erreurs de la Croix-Rouge et d'autres ONG ont eu des conséquences dramatiques. « Le nombre de victimes aurait dû être de zéro. »

Alors comment se fait-il que les tentatives de la Croix-Rouge se soient soldées par des échecs ? Le fait qu'Haïti soit un environnement de travail complexe n'explique pas tout.

« Ils ont collecté près d'un demi-milliard de dollars, rapporte un parlementaire ayant pris part à la supervision des opérations en Haïti. Mais ils avaient un problème. Et ce problème, c'était leur absence totale d'expertise. »

Lee Malany était responsable du programme d'hébergement d'urgence de la Croix-Rouge mis en place en 2010. Il se souvient d'une réunion organisée à Washington cet automne-là, au cours de laquelle les dirigeants se demandaient quoi faire des millions de dollars destinés au relogement. D'après Malany, ils s'intéressaient davantage aux projets qui leur fourniraient de la publicité qu'à ceux permettant de bâtir un grand nombre de maisons.

« Lorsque je suis sorti de cette réunion, j'ai regardé les gens avec qui je travaillais et je leur ai dit, vous savez, tout ça est très déroutant, très déprimant », raconte-t-il.

La Croix-Rouge a dit dans une déclaration que son programme Haïti n'a jamais priorisé la publicité plus que l'assistance.

Malany a démissionné l'année suivante de son poste en Haïti. « Je leur ai expliqué que je n'avais plus rien à faire là. Je suis monté à bord de l'avion et je suis parti. »



Les abris de transition de ce type, financés par la Croix-Rouge dans la banlieue de Port-au-Prince, ont en général une durée de vie de trois à cinq ans. (Marie Arago, special to ProPublica)

Parfois, il ne s'agissait pas tant un problème d'expertise que d'attribution des fonctions clés. Un organigramme d'avril 2012 obtenu par ProPublica et la NPR révèle que 9 des 30 sièges de responsables étaient alors [vacants](#), dont plusieurs postes d'experts en matière d'hygiène et de logement.

D'après la Croix-Rouge, ces problèmes de renouvellement des ressources humaines étaient inévitables en raison « des questions de sécurité, d'éloignement de la famille dans le cas de personnels internationaux, et de la nature exigeante du travail à effectuer ».

Ces remaniements constants ont eu un coût. Des documents internes font référence à [des tentatives répétées au fil des ans](#) pour « finaliser » et « mener à bien » un plan stratégique concernant le programme Haïti, tentatives rendues vaines par les changements de direction. En mars 2014, alors que plus de quatre ans sur les six prévus s'étaient déjà écoulés, une mise à jour internationale évoquait une « stratégie revue » toujours en attente de « validation finale ».

La Croix-Rouge assure que définir un programme trop tôt aurait été une erreur. « Concevoir un plan idéal dès le départ dans un endroit aussi compliqué qu'Haïti serait très difficile. Mais il faut bien commencer quelque part, alors nous élaborons des plans qui sont ensuite constamment réévalués. »

La Croix-Rouge prétend avoir fourni des maisons à plus de 130 000 Haïtiens. Ce n'est pas le cas.

[Facebook](#) [Twitter](#)

Tous ces projets ont également été sapés par le recours de la Croix-Rouge à des expatriés. Noailles, la responsable du développement haïtienne qui a collaboré avec la Croix-Rouge à Campêche, rapporte que les personnels étrangers avaient beaucoup de mal à communiquer avec les élus locaux.

« Assister à des réunions avec les membres d'une communauté dont on ne parle pas la langue ne sert pas à grand-chose », explique-t-elle. Parfois, certains expatriés renonçaient même à y participer.

La Croix-Rouge prétend avoir « recruté en priorité des collaborateurs haïtiens », bien que les professionnels locaux soient très demandés. D'après elle, ses équipes sont composées à 90 pour cent de main d'œuvre locale. Elle aurait fait appel à un cabinet de ressources humaines haïtien pour parvenir à ce résultat.

Pourtant, très peu d'Haïtiens ont réussi à atteindre les échelons supérieurs de l'organisation dans leur propre pays, si l'on en croit les témoignages de cinq employés actuels et passés de la Croix-Rouge, ainsi que les listes du personnel obtenues par ProPublica et la NPR.

Cela a non seulement affecté la capacité du groupe à travailler efficacement en Haïti, mais a également été très coûteux.

Selon un document de prévisions budgétaires interne concernant l'équipe de Campêche, le chef de projet – un poste réservé à un expatrié – pouvait prétendre à un dédommagement pour le logement, la nourriture, les frais divers, les trajets pour congé dans les foyers, les quatre périodes de repos annuelles et les dépenses liées son installation. Au total, cela s'élevait à près de 140 000 dollars.

Les indemnités d'un ingénieur en chef – le plus haut poste disponible pour les ressortissants haïtiens – représentaient moins d'un tiers de cette somme, soit 42 000 dollars par an.

Shelin Dorval, une administratrice haïtienne chargée de gérer les déplacements et le logement des expatriés pour le compte de la Croix-Rouge, avoue avoir pensé que c'était du gâchis de dépenser autant pour faire venir des gens si peu compétents, alors que la main d'œuvre locale ne manquait pas.

« Tous ces expats touchaient de gros salaires, vivaient dans de belles maisons et se faisaient payer leurs vacances au pays. Beaucoup d'argent étaient dépensé pour eux alors qu'ils n'étaient pas haïtiens et n'avaient aucun lien avec Haïti. Autrement dit, l'argent retournait directement aux États-Unis. »

Peu après le tremblement de terre, McGovern, la PDG de la Croix-Rouge, avait pourtant assuré que chaque donateur saurait exactement où était allé son argent.

La Croix-Rouge serait « d'une transparence exemplaire », promettait-elle. « Nous nous ferons un plaisir d'expliquer où vont nos dollars. »

Ce n'est pourtant pas ce qui s'est passé. Les rapports publics de la Croix-Rouge ne présentent que des [catégories générales](#) sur l'emploi des 488 millions de dollars collectés, en rassemblant les dépenses sous divers en-têtes.



Après le tremblement de terre, la PDG de la Croix-Rouge américaine, Gail McGovern, a dévoilé un plan ambitieux destiné à « développer de toutes nouvelles communautés ». Aucune n'a jamais vu le jour. (Marie Arago, special to ProPublica)

Malgré nos demandes répétées, il a refusé de nous donner des détails sur les projets concernés, de spécifier quelles sommes ont été allouées à chacun et quels ont été les résultats obtenus.

On peut raisonnablement douter des chiffres avancés par la Croix-Rouge lorsqu'elle prétend avoir aidé 4,5 millions d'Haïtiens. Une évaluation interne a révélé que dans certains secteurs, le nombre des soi-disant bénéficiaires [surpassait même celui des membres de la communauté](#). Dans d'autres cas, les chiffres étaient sous-estimés, ou à l'inverse des problèmes de double comptage n'étaient pas corrigés.

Par ailleurs, lorsqu'elle décrit ses diverses missions, la Croix-Rouge mélange plusieurs types de prise en charge, ce qui empêche d'aboutir à une vision claire de ses réalisations en Haïti.

Par exemple, quand elle affirme avoir fourni des maisons à plus de 130 000 personnes, cela inclut les milliers de particuliers qui en réalité ont simplement été « formés aux techniques de construction » (une subtilité [dévoilée pour la première fois par](#) le blog consacré à Haïti du Center for Economic and Policy Research).

Sont également pris en compte tous ceux qui ont bénéficié d'une assistance au loyer à court terme ou ont été hébergés dans plusieurs milliers d'« abris de transition », un terme désignant des cabanes temporaires pouvant être dévorées par les termites ou renversées par les orages. Le chiffre couvre aussi les modestes améliorations apportées à 5 000 de ces abris temporaires.

La Croix-Rouge refuse également de communiquer sur la part des dons consacrée à ses frais de fonctionnement.

Comment l'affirmation de la Croix-Rouge sur les frais généraux colle

La Croix-Rouge affirme que pour chaque dollar donné, 91 cents allaient à Haïti. Mais ce n'est pas la réalité pour un projet de 5,4 millions de dollars à améliorer l'état des abris.

Les frais généraux et la gestion
L'argent dépensé pour le travail
Ce qu'ils disent
En réalité
9%
91%
9% Les frais généraux de la Croix-Rouge
24% La gestion de projet de la Croix-Rouge et d'autres choses
-7% Les frais généraux des autres groupes
60%

La Croix-Rouge et une analyse de ProPublica
Par Sisi Wei/ProPublica

McGovern [déclarait](#) à CBS News quelques mois après le séisme : « Sur chaque dollar, après retenue de 9 cents de frais de fonctionnement, 91 cents iront à Haïti. Je vous en donne ma parole et j'engage mon intégrité, mon sens personnel de l'intégrité, sur cette promesse. »

En réalité, c'est bien moins de 91 cents par dollar qui sont allés à Haïti. Parce qu'en plus des neuf pour cent de frais de fonctionnement de la Croix-Rouge, les sous-traitants commissionnés par l'organisation ont également prélevé leur part.

Ainsi, la Croix-Rouge a remis 6 millions de dollars à la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge afin de financer des aides au logement pour permettre aux Haïtiens de quitter leurs camps de fortune. La FISCR a ensuite conservé 26 pour cent de cette somme pour couvrir ses propres frais ainsi que des dépenses d'« administration, de finance, et de ressources humaines » liées à la mission et d'autres coûts du même type.

En sus, le groupe retenait un pourcentage de chaque dollar pour ce qu'il appelait les « frais de supervision supportés par la Croix-Rouge américaine » en cas de sous-traitance.

Pour l'un des projets, 24 pour cent supplémentaires ont ainsi été engloutis dans des frais divers, si l'on en croit les déclarations et les documents internes de l'organisation. Quant au travail concret consistant à améliorer l'état des abris, il a été pris en charge par les branches suisse et espagnole de la Croix-Rouge.

« C'est un cercle vicieux de frais généraux », explique Jonathan Katz, un reporter de l'Associated Press présent en Haïti au moment du tremblement de terre qui a enquêté sur les dépenses post-catastrophe pour son livre [The Big Truck That Went By](#). « Il ne pouvait pas en être autrement : la Croix-Rouge américaine prélevait ses 9 pour cent, puis transférait les fonds à un autre organisme qui prélevait à son tour un pourcentage. »

Face aux résultats officiels des projets menés par la Croix-Rouge en Haïti, Bellerive, l'ancien Premier ministre, déclare avoir du mal à comprendre où est passé l'argent des donateurs.

« Cinq cents millions de dollars, en Haïti, c'est beaucoup d'argent, souligne-t-il. Je ne suis pas un grand mathématicien, mais je sais faire des additions. Je connais à peu près le coût des choses. Alors à moins qu'ils n'aient pas payé l'essence au même prix que moi, à moins qu'ils aient versé aux gens des salaires vingt fois supérieurs à ceux que je leur versais, à moins que la construction d'une maison leur soit revenue cinq fois plus cher qu'à moi, le calcul ne tient pas. »

Marie Arago
propublica.org



Cette enquête a été réalisée en collaboration avec la NPR. Mitzy-Lynn Hyacinthe a participé aux recherches.

Si vous souhaitez nous communiquer des informations au sujet de la Croix-Rouge ou d'autres organisations en Haïti, merci d'écrire à justin@propublica.org.

Traduction: Anne Guillon et Annie Waldman

[Justin Elliott](#) est journaliste de ProPublica, qui couvre la politique et la responsabilité de gouvernement. Avant, il était journaliste à Salon.com et TPMuckraker, et un rédacteur à Talking Points Memo.

Copyright © 2015 Global Research